

DELIBERATION N° 2018-52

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 22 MAI 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Considérant l'article 17 des statuts de l'UNS sur la composition permanente du Comité Electoral Consultatif :
Le Comité Electoral Consultatif est composé de représentants des personnels et des usagers, désignés par et parmi chaque liste représentée au conseil d'administration de l'université, ainsi que d'un représentant désigné par le recteur d'académie. Chaque liste désigne un représentant.

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,

Désigne Mme Orlanda CAPUZZI (liste Cause Etudiante), M. Louis VOISIN (liste FACE 06 : Bouge ton campus) et M. Andrea ROSSI (liste UNI : on agit, tu réussis) représentants étudiants élus du CA pour siéger au Comité Electoral Consultatif de l'UNS.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : **27**

Fait à Nice, le **31 MAI 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-52

TRANSMISE AU RECTEUR :

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.